

EPSP/Sud-Kivu Une grève inutile en attendant les "exétats" 92-93

Le mouvement gréviste des enseignants de l'EPSP observé depuis le 23 novembre 1993 dans la région du Sud-Kivu en général et plus particulièrement dans les trois quarts des écoles de la ville de Bukavu n'aura duré que l'espace de 4 jours pour certains établissements d'enseignement secondaire. D'autres s'obstinent dans le refus de reprise des cours !

Motif évoqué ? Pour le syndicat des enseignants du Zaïre (SYEZA/Sud-Kivu), selon même un communiqué remis à la presse le 26 novembre dernier et signé par son président provincial, M. Firmin Rugambwa, cette grève serait sans objet. "Les enseignants ne sont qu'en trêve et non en grève car la rentrée scolaire 1993-1994 n'a pas été dictée par l'employeur. Ce dernier n'ayant pas honoré ses engagements, les parents (ANAPEZA) ont sollicité et obtenu la reprise des cours des enseignants (SYEZA) le 18 octobre et par leur trêve les enseignants ont plutôt permis aux parents d'élèves de réfléchir sur ce qui est de leur devoir".

Aussi certains enseignants, jusqu'à ce jour ont-ils refusé d'emboîter le pas aux grévistes bien que les uns et les autres comptent 7 à 10 mois de salaire impayé. Conscients, bien entendu, d'importantes sommes d'argent que leur versent de bonne foi, mensuellement ou trimestriellement les parents d'élèves nantis sous forme de primes. Mais en réalité des primes dépassant de loin les salaires qu'ils attendent désespérément du gouvernement de large union nationale, ancien et/ou nouveau barème.

Mais quel salaire ?

Des sources dignes de foi, les enseignants ont appris (et c'est de là que déclenchera leur grève) que le nouveau barème de la fonction publique serait prêt à Kinshasa et dans les banques de l'intérieur du pays après la réussite de la mise en circulation du "nouveau zaïre".

Selon ces sources concordantes, le directeur général gagnera à la sueur de son front chaque fin du mois, 140 NZ, le directeur 123 NZ, le chef de division ou préfet du secondaire cycle long 100 NZ, le chef de bureau 83 NZ, l'attaché de bureau de 1ère classe 66 NZ et de 2ème classe 53 NZ. Tandis que l'agent de bureau touchera 33 NZ, l'agent auxiliaire de 1ère classe 27 NZ, celui de 2ème classe, tout pour tout 23 NZ et le huissier 16 NZ, l'équivalent de 50 millions de zaïres d'avant la réforme monétaire !

Pas suffisant pensent certains enseignants qui ne croient plus en des lendemains meilleurs. Surtout lorsqu'ils se rendent compte qu'avec cette paie finira la perception des primes des parents, pour la plupart des fonctionnaires ou sans emploi, soumis ou non au même barème de misère.

Les examens d'Etat 1994 ?

Enseignants et parents sont désorientés quant à l'organisation matérielle et pédagogique des épreuves nationales communément appelées "examens d'Etat". Cette épreuve se déroulait autrefois à la fin de chaque année scolaire. Pour le cas d'espèce, faut-il parler des "Exétats 92-93 ou 93-94" ?

Tant on sait pertinemment bien que cet examen n'aura lieu qu'en janvier 1994 ou ne se fera plus. Sous peine de retrouver dans une même salle, les candidats finalistes ou autodidactes des deux années consécutives !

Le Sud-Kivu avec ses 5.191 candidats sur les 116.000 que compte le pays, attend comme Kinshasa (60.000 candidats) et les 9 autres régions, l'organisation et la présentation de l'examen 1992-1993. Le Sud-Kivu, en effet, compte enregistrer ses nouveaux candidats à l'examen d'Etat 1993-1994 dès la rentrée des vacances de Noël très prochaines.

Mais des sources proches de l'inspection générale de l'enseignement primaire et secondaire à Kinshasa, nous apprenons avec surprise que jusqu'à mi-novembre 1993, les questions d'examen n'étaient toujours pas imprimées. Près de 10.000 pages des cahiers d'items à imprimer (928.000 pages exactement avec une marge de ratées et autres erreurs d'encre pour les 116.000 candidats !) ! A ces problèmes techniques ou plutôt politico-financiers, car liés à la réforme monétaire initiée et opérée par le gouvernement Birindwa se greffent ceux de transport des cahiers d'items et des examinateurs.

Comme on le voit, les parents d'élève attendent de nouvelles factures à honorer : les frais de participation aux "exétats" revus à la hausse et exprimés en nouveaux zaïres qui dépasseront, par candidat, le salaire d'un huissier, apprend-on d'un inspecteur de l'IPR/Sud-Kivu à Bukavu.

Imata Raphaël Déwen

Burundi : qui a tué Ndadaye ? Ngeze s'explique

Le bras de fer se poursuit au Burundi entre les colombes de Frodebu et les faucons de l'Armée. Jusqu'à ce jour, l'on ne connaît pas toujours l'auteur du coup d'Etat, ni ses complices. Des sources concordantes font état de la présence à l'étranger des présumés putschistes. Dont quelques-uns sont passés par le Zaïre.

Les révélations faites par la presse locale n'ont pu fournir avec précision l'âme du putsch. Qui a tué Ndadaye ? Une certaine presse évoque le "baroud" du 11ème bataillon blindé qui s'était lancé à l'assaut du Palais présidentiel le 20 octobre dans la nuit. Pourtant, la veille, le Chef d'Etat major, le lieutenant-colonel Jean Bikomagu avait averti le ministre de la Défense en suggérant à tous les dignitaires du pays au premier rang desquels le Président Ndadaye, de quitter leurs domiciles pendant la nuit du 20 au 21 octobre afin de laisser venir les putschistes pour déjouer le coup. Le piège n'a pas fonctionné. Ndadaye avait refusé et le lieutenant Kamana, commandant de l'opération le "déglogera" pour l'amener au camp Muha. A part le caporal Zisabira, "l'oeil et l'oreille" des putschistes au sein de la garde présidentielle, il est difficile de connaître les vrais putschistes. Ainsi, la confusion continue à régner sur leur identité. Les premiers cités, l'ont été sans preuve ! Pourtant la présence des collaborateurs de l'ancien Président Buyoya parmi les acteurs du drame donnerait à croire que ce dernier n'est pas loin du coup. Mais une fois de plus les preuves font défaut ! Néanmoins le rôle joué par le chef de cabinet de Buyoya, le lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba, il est à craindre que le complot serait tissé à partir de l'armée et une partie de l'élite d'affaire de Bujumbura. Or, à l'heure actuelle, on offre en pâture la tête de Ngeze, député de Bujumbura, ancien ministre de

l'Intérieur de Pierre Buyoya. C'est un patin, dit-on ! Car les vrais responsables sont ailleurs. La raison est la suivante : une correspondance de Ngeze au Premier ministre Madame Sylvie Kinigi.

Cette confession de Ngeze rappelle que le coup d'Etat du 31 juillet dernier était à ce moment-là une remise en question des élections de Buyoya afin d'organiser un nouveau scrutin.

Aujourd'hui, les putschistes ont réussi ce que le coup de juillet devrait atteindre comme objectif : les massacres interethniques. Qui auront des répercussions au niveau de la CEPGL. Déjà, le régime Habyarimana à travers la Radio Rwanda est gravement mis en accusation par différents milieux burundais. A propos de la lettre de Ngeze à Madame Kinigi, l'homme qui a supporté sur ses épaules le poids du Coup d'Etat s'étonne qu'il soit en résidence surveillée "pour avoir accepté de diriger un groupe de putschistes qui voulaient renverser les institutions démocratiques. Face à ces accusations, l'incriminé évoque la rencontre à trois le 22 octobre au bureau de l'Etat major général entre Madame Kinigi, Premier ministre, le colonel Bikomagu, chef d'Etat major et lui-même. Il était question souligna-t-il que lui, Ngeze, dirige un comité du salut public parce que les cadres de l'armée n'avaient plus d'autorité sur leurs troupes et que les institutions du pays étaient paralysées. Dans l'après-midi du même jour, une première rencontre avec les officiers de l'Armée fut organisée à l'Etat-major. Les décisions suivantes en sont sorties :

- expliquer aux troupes qu'il faut absolument abandonner l'esprit mutin de conquête du pouvoir.
- tout faire pour assurer la paix sur l'ensemble du territoire national - assurer la sécurité des autorités politiques ainsi que celle de leurs familles - s'assurer du

commandement des troupes afin d'éviter ces questions en attendant le retour des autorités politiques aux affaires. Il avait été proposé qu'il y ait un conseil auquel seraient associés d'autres partenaires sociaux.

- d'identifier les disparus suite aux échanges des coups de feu dans la nuit du 21 octobre afin d'informer la population de la catastrophe, de conserver les corps des morts en attendant la fin de la crise.

Dans tout cela écrira Ngeze, "notre démarche avait été d'orienter la gestion de la crise non pas dans l'esprit du putsch mais plutôt dans la recherche du respect de la constitution. Raison pour laquelle, il avait été proposé d'étendre le cadre de la réflexion à d'autres forces de la Nation. Même aux dirigeants du Frodebu, des Eglises et d'en informer les ambassadeurs de la CEE".

Ngeze s'étonne comment Madame le Premier ministre l'accuse d'avoir dirigé un groupe de putschistes alors qu'il s'était engagé non pas pour se substituer au gouvernement mais pour contribuer à faire sortir le pays de l'impasse. Suisse alors condamnable, Madame le Premier ministre, pour avoir obéi à vos ordres ? Conclut Ngeze qui s'était demandé s'il fallait se laisser tuer. Ngeze est en résidence surveillée par patriotisme et non parce qu'il lui manque d'amis dans des ambassades où il pouvait bien se réfugier ! Et Ngeze termine sa lettre de cette manière : Il est regrettable qu'après une telle détermination au risque de ma vie et après fermes promesses du Chef d'Etat major de la Gendarmerie, en présence de la délégation de la CEE, je puisse être condamné par le gouvernement avant les enquêtes. Dans des circonstances pareilles, il serait bon d'éviter des conclusions hâtives et des schémas simplistes (D'autres infos en page 4).

Echec des négociations du Palais du peuple

La 12ème séance plénière des concertations politiques du Palais du peuple entre les Forces politiques du condave et l'Union sacrée de l'opposition radicale et Alliés s'est terminée le 23 novembre 1993 sur un constat de désaccord si pas d'échec ! Les deux camps n'ont pu dégager un consensus sur la question du Premier ministre de la Transition et sur le problème de la source de légitimité des institutions de la Transition selon les deux porte-paroles, 5 points figuraient à l'ordre du jour de cette ultime plénière qui devrait permettre la signature du protocole d'accord. En effet, les 3 premiers points ont pu trouver une solution à l'amiable entre les FPC et l'USORAL. Il s'agit de la composition du HCR-Parlement de la Transition, de la composition du Bureau du HCR-Parlement et la neutralité des constitutions. Cependant, deux autres points cités ci-haut constituent les points d'achoppement de deux délégations. Comme on le constate le nom de Tshisekedi a fait capoter les négociations du Palais du peuple au moment où plusieurs noms sont cités pour occuper le poste du

Premier ministre. Notamment Beyeye Djema, l'actuel PDG de l'Ofida, Alexis Tambwe Mwamba, Président de l'UDI et Malumba Mbangula, membre influent du PDSC.

Pas de consensus donc autour du candidat Premier ministre. La délégation de l'USORAL a conditionné la signature du protocole d'accord par la reconnaissance de Tshisekedi comme chef du gouvernement. Du temps donc perdu par les FPC qui cherchaient à décrire le climat politique sans ce leader de l'UDPS ! Ainsi l'existence de la dualité conférence nationale-condave politique nationale persiste. Dans une déclaration au Journal belge "Le Soir" Mgr Monsengwo, Président du HCR devenue le bouc émissaire des uns et des autres a déclaré : il faut que Mobutu accepte Tshisekedi ou un autre homme politique qui aurait de ce dernier l'aval. Car, le chef de l'Etat n'est pas libre de décider unilatéralement du choix du Premier ministre. C'est ce qu'il ne semble pas savoir comprendre. Entre-temps les vues des uns s'éloignent de plus de celles des autres.

Kyembwa débordé par la hausse des prix

Au Sud-Kivu, le locataire du cabinet de Nyamona ne cesse de multiplier les rencontres avec les opérateurs économiques et les banquiers, à la suite de la hausse vertigineuse des prix provoquée par la réforme monétaire. Pour cette guerre économique menée soumissionnement par les grands noms du commerce (Kotecha, Datco, Olive, Habib, Kamola, les plus actifs sont ceux qui opèrent au marché de Kadutu, par ailleurs déserté par les acheteurs. Le gouverneur Kyembwa hésite à frapper dur.

On l'a vu l'autre jour à la salle de la CEPGL lorsqu'il avait réuni les opérateurs économiques sous une campagne musclée. Les acheteurs iront toujours au Rwanda (Kamembe) et Cyangugu où tout coûte trois fois moins cher pour s'approvisionner en denrée alimentaire et autres produits de traites. Pourquoi le gouverneur hésite-t-il à frapper Kotecha, Datco, Bralima ? Les mauvaises langues n'ont pas totalement tort lorsqu'elles disent que Kyembwa ménage ses intérêts de ce côté là !

La pénurie de petites coupures est une autre paire de manche de la guerre économique déclenchée par le gouverneur pasteur. Les banquiers sont dans son collimateur après un long

entretien avec ces derniers. Selon le directeur de la Banque du Zaïre, celle-ci avait reçu de Kinshasa 5 millions NZ à répartir dans les banques locales dont le quart en petites coupures. Situation qui allait se répercuter sur l'ensemble des opérations. Toutefois, ces petites coupures avaient servi au paiement des enseignants et avaient été déversées à Kankinda, Kamituga, Shabunda et Fizi pour achat d'or.

Il appert que ce sont la suite des 27 membres de la délégation du "Kivu Holding" venus faire la propagande du Premier ministre Birindwa et s'acheter des immeubles qui seront à la base du transfert de petites coupures chez les cambistes du Rwanda. Cette pénurie affecte les transactions chez nous. Pourquoi le gouverneur Kyembwa ne s'attaque-t-il pas aux causes c'est-à-dire aux gros bonnets au moment où par exemple la Bralima dont les prix fluctuent chaque semaine ?

Pourquoi Kyembwa hésite-t-il à fermer pour quelques jours la frontière de Ruzizi I et II afin de remettre de l'ordre dans sa boutique ? Ne peut-il pas sceller les magasins des spéculateurs ? A-t-il les mains liées ? Kyembwa doit franchir le rubicon !

La Pharmakina minée par l'apartheid allemand

Monsieur le Directeur,

Indépendamment de la source à laquelle vous avez puisé, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit sur l'article "La Pharmakina minée par l'apartheid allemand" paru dans Jua n°449 du 15 novembre 1993 :

- la lettre des Cadres Supérieurs Pharmakina qui fait l'objet dudit article décrit le comportement d'une seule personne bien déterminée, M. Steinz,
- celui-ci n'est pas de nationalité allemande mais hollandaise,
- de ce qui précède, nous ignorons tout de l'apartheid allemand qui mine la Pharmakina.

Nous vous saurions gré de bien vouloir publier la teneur de la présente dans votre prochaine édition.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre parfaite considération.

Les cadres supérieurs de la Pharmakina / Bukavu

Ndlr: Pas de commentaire ! Mais notre collaborateur Imata Rahadi a été arrêté par le magistrat Masani et jeté en prison pour incitation à la haine raciale suite à cet article. Une affaire à suivre dans notre prochaine édition.

Ordre de la Rose-croix AMORC

La loge MAPENDO de Bukavu, organise du 8 au 11 décembre 1993 une convention à Bukavu pour les membres de l'ancien Kivu, du Rwanda, du Burundi et des environs.

A cette occasion une conférence publique intitulée : "MYSTICISME, SCIENCE et RELIGION" sera présentée par le Dr. Mayifuija Kofi, assisté par M. Jean-Philippe Deterville, Grand-Maître et conférencier officiel de l'Ordre de la Rose-Croix AMORC.

Celle-ci aura lieu à la Maison CEPGL (ex. Ciné Palace/Nyawera), le 9 décembre 1993 à 17 heures.